

Nicolas Dupont-Aignan :

Super Dupont est de retour. Drapeau tricolore à la boutonnière, dopé par des sondages qui le donnent largement au-delà des 1,8 % obtenus au premier tour en 2012, le candidat de Debout la France croit plus que jamais en son étoile. Il en est persuadé, tout est possible dans une campagne complètement folle. « Je sais que je peux être la surprise au premier tour », assure le député-maire d'Yerres (Essonne) qui se donne « trois semaines pour réveiller les Français ». Celui qui se définit toujours comme « gaulliste social » se pose carrément en « résistant ». Contre « les candidats que les médias et le système veulent nous imposer ». Contre la commission de Bruxelles « qu'il faut virer comme un syndic de copropriété ». Contre « une élection qu'on est en train de voler aux Français ». Toujours vaincu, parfois convaincant face à nos lecteurs, Dupont-Aignan a déjà choisi ses ministres. Tous ne sont pas d'accord, mais qu'importe, le casting sonne bien. On trouvera, pêle-mêle, « un patron de PME à Bercy », un agriculteur à... l'agriculture, Henri Guaino à la Défense, Irène Frachon, la pneumologue qui a révélé le scandale du Médiateur à la Santé (« elle a refusé », précise-t-il toutefois), Natacha Polony à l'Éducation... Une mosaïque de personnalités au service d'un « gouvernement de salut public ».

DENIS CARREAUX
TEXTES : GRÉGORY LECLERC
ET THIERRY PRUDHON
PHOTOS : FRANTZ BOUTON



Nicolas Dupont-Aignan a défendu devant nos lecteurs une France relocalisant ses productions et protégeant ses frontières.

« Je veux rétablir les frontières nationales »

Quelles mesures proposez-vous pour lutter contre l'immigration massive ?

J'ai quitté le RPR en 1999 parce que j'étais en désaccord sur la question européenne. Je ne suis pas contre l'Europe, mais on peut être européen et vouloir conserver le contrôle de son pays. À l'époque, on a dit que Philippe de Villiers, Charles Pasqua et moi étions fascistes. Vingt ans plus tard, on voit le résultat. Je veux rétablir les frontières nationales. Ça ne veut pas dire que nous serons hermétiques, simplement que nous pourrons

contrôler qui rentre chez nous. Pour lutter contre l'immigration, je propose donc d'abord de recruter 10000 douaniers. Ensuite, de supprimer pendant cinq ans les aides sociales aux personnes qui arrivent chez nous. Il n'est pas possible qu'un Bulgare, par exemple, vienne chez nous pour y doubler son salaire avec le RSA. Imagine-t-on aller aux USA pour y toucher deux fois le Smic ? Mais d'un autre côté, il faut aider au développement de l'Afrique. Si l'on n'aide pas ce continent, nous serons submergés. C'est pour cela que

je veux une Europe de coopération qui aide les Africains à mieux vivre. J'ai un projet équilibré. Mais on ne peut pas accueillir tout le monde. Si l'on veut donner une chance à nos gamins, il faut maîtriser l'immigration. On ne peut pas vivre dans un pays où c'est le bazar. Un pays peut digérer un flux raisonnable d'immigrés s'il a la capacité de les assimiler, mais on sait bien que ce n'est plus le cas aujourd'hui en France. Ce qui ne signifie pas pour autant que je prône une immigration zéro.

« Sur l'Euro, j'ai évolué »

Vous voulez revenir à une monnaie commune et supprimer la monnaie unique ? Pourquoi
J'ai évolué sur l'euro. En 2012, il était surévalué. À l'époque, j'étais très anti-euro. J'ai évolué parce que la Banque centrale l'a fait baisser. Je ne veux pas revenir au franc mais à une monnaie commune, à un juste milieu. On garde les avantages de l'euro et on enlève les inconvénients. Deux points me paraissent très importants. Le premier, qu'on supprime la loi de 1973 et qu'on puisse emprunter pour financer le déficit de l'État à 0 % auprès de la Banque centrale, qu'elle soit européenne ou française. Plutôt que de financer les

banques à 0 % et que les mêmes banques nous repréent au budget de l'État à 0,5 % ou 1 %, faisons ce qu'ont fait le Japon, l'Angleterre ou les États-Unis. On rembourse, mais sans intérêts. J'économise ainsi à la fin de mon mandat 16 milliards d'euros par an. Ma monnaie commune, c'est un euro-franc, un euro-mark, ces monnaies ont des parités fixes, il n'y a pas de dévaluation. En revanche, quand il y a une crise, on peut dévaluer une monnaie. Comme en Grèce. Au lieu de faire souffrir le peuple grec, on dévalue sa monnaie. C'est compliqué, mais c'est souple. Dans mon système, ce sont des parités fixes ajustables par les États.

Ce qu'ils en pensent



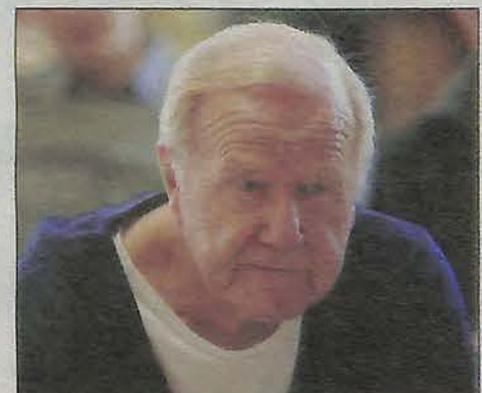
Cyril Halimi, 19 ans, étudiant en BTS management à Nice
« J'ai été très heureux qu'il réponde à des questions auxquelles d'autres candidats n'ont pas répondu. Je l'ai trouvé convaincant sur les questions que la plupart des Français se posent. »



Mathilde Durant, 18 ans, étudiante en IUT à Cannes
« C'est un très bon orateur, cela est incontestable. Mais ses réponses sur son patrimoine et sur ses consignes de vote au second tour m'ont laissée sur ma faim. Il a un peu contourné les questions. »



Christian Martera, 67 ans, retraité du secteur bancaire, Vallauris
« J'ai trouvé Nicolas Dupont-Aignan très précis et très concis. Il était plus à l'aise que lorsqu'on le voit sur les plateaux télé où les interviewes sont la plupart du temps à charge. C'était très sympa. »



Albert Burette, 84 ans, représentant en retraite, Cagnes
« Nicolas Dupont-Aignan est très sympa. Il est proche des réalités, mais pas sur tout. J'ai déjà voté pour lui. Il représente l'opinion de nombreux Français, mais son problème est de manquer de réseaux. »

« Réveiller les Français »

« Relocaliser un million d'emplois »

Vos propositions en matière économique ?

Ma priorité est de restaurer l'emploi et le pouvoir d'achat, en relocalisant un million d'emplois. Pour cela, je supprimerai les baisses de charges aux entreprises qui délocalisent et je les réserverai à celles investissant en France, pour lesquelles l'impôt sur les sociétés sera divisé par deux. Par ailleurs, je veux imposer que les collectivités publiques soient obligées d'acheter des produits fabriqués

pour 75 % en France. Quand le gouvernement vend un TGV aux Etats-Unis, ceux-ci exigent qu'il soit fabriqué à 99 % sur le sol américain. J'augmenterai d'autre part le pouvoir d'achat par une baisse d'impôt ciblée de 72 milliards en cinq ans. L'impôt sur le revenu baissera de 10 % pour tous et les petites retraites bénéficieront d'un coup de pouce de 100 euros par mois qui touchera 6 millions de retraités. Cela représentera une somme de 8 milliards qui entraînera de la consommation locale

en plus. Si j'y arrive, parce que ce sera difficile, je souhaite aussi augmenter de 10 % les salaires nets, en luttant contre la fraude fiscale internationale à la TVA. Au fur et à mesure qu'on récupérera ce trésor, je le rendrai aux Français. Je ne toucherai ni aux 35 h ni aux fonctionnaires, mais je réintroduirai la défiscalisation des heures supplémentaires. Enfin, pour en finir avec les profiteurs des aides sociales, les allocataires du RSA devront travailler pour la collectivité une journée par semaine.



Collège : « On annule la réforme »

Sur l'éducation, vous effacez tout, comme la réforme du collège ? Vous remettez en cause les rythmes scolaires ?

Je reviens d'abord à la semaine de quatre jours. J'insiste là-dessus, la réforme des rythmes scolaires est une catastrophe pour nos enfants. Ils sont fatigués dès le jeudi matin. Les communes peuvent mettre en place des loisirs le mercredi matin. Mais on laisse souffler nos gamins ! Deuxièmement, on annule la réforme des collèges, qui détruit l'éducation nationale. Et on met davantage d'enseignement du français, notamment en CP. On l'a réduit de 16 heures par semaine à 9 heures en vingt ans. Il faut que les enfants aient du temps ! Tout le monde n'apprend pas au

même rythme. Si on ne comprend pas le français, on ne peut pas faire d'études après. Combien de gamins sont au fond de la classe en collège car on ne leur a pas appris le français correctement. Contrairement à M. Fillon et M. Hamon, je refuse l'autonomie des établissements, quitte à me fâcher avec certains. Sinon, vous aurez une école pour les riches et une autre pour les autres. Je veux l'égalité avec le même programme pour tout le monde. Il faut développer les bourses, aider les plus défavorisés. Je veux enfin lancer la réforme de la seconde chance : permettre à des gamins en échec qui ont quitté le système scolaire de bénéficier d'un an de formation professionnelle gratuite.

C'est dit !

■ *M^{me} Le Pen veut dépenser beaucoup d'argent dans la retraite à 60 ans. Mais ces 17 milliards, je préfère les mettre sur les petites retraites et baisser l'impôt sur les PME.*

■ *L'Europe, c'est comme un syndicat de copropriété. Je suis dans l'immeuble Europe, mais je remets une porte, c'est pas le syndic qui décide qui rentre chez moi, qui vient manger dans le réfrigérateur. Avec nos amis italiens, espagnols, allemands et les autres, je vire le syndic, la commission de Bruxelles, et on en prend un autre qu'on tient serré.*

■ *Je veux être le représentant de ceux qui travaillent !*

■ *J'obligerai à avoir une étiquette sur tous les produits, indiquant la part produite en France.*

■ *On n'est pas propriétaires de ses voix. Les Français n'auront pas besoin de mes conseils pour voter au second tour. Mais je les incite d'abord à voter en fonction de ce qu'ils croient et non pour éviter quelqu'un.*

« Il faut aligner le statut des parlementaires... »

Que proposez-vous pour restaurer l'éthique en politique ?

En février, a été votée en première lecture à l'Assemblée une loi imposant un casier judiciaire vierge pour se présenter. Nous étions une vingtaine dans l'hémicycle, surtout des députés un peu atypiques comme moi. Cela est très significatif. Le casier judiciaire vierge est en tout cas la première mesure que je préconise. Il faut ensuite aligner le statut des parlementaires sur celui de tous les Français. Comment voter une réforme des régimes de retraite lorsque le vôtre est différent ? Il faut, enfin, mettre un terme aux avantages des anciens Présidents.

Les attachés parlementaires ne pourraient-ils pas être des fonctionnaires tirés au sort ?

Pourquoi pas, c'est une idée. Mais vous savez, ma femme travaille avec moi depuis vingt ans, tout le

monde le sait et personne ne m'a jamais attaqué, pour la simple et bonne raison qu'elle bosse ! En fait, plus que des lois qui sont toujours contournées, je pense qu'il faudrait des sanctions plus dissuasives, et notamment de la prison pour les élus condamnés. La peur du gendarme est souvent la mesure la plus efficace.

Vous êtes le candidat qui a déclaré le patrimoine le plus important. Pouvez-vous comprendre les problèmes quotidiens des Français ?

Je ne suis pas le plus riche, je suis le plus transparent. Contrairement à d'autres, je n'ai pas mis des biens au nom de ma femme ou dans une SCI. Je me suis endetté et j'ai beaucoup payé pour acheter un appartement et une petite maison dans ma ville. Et mes parents, qui sont toujours vivants, m'ont fait une donation.

Ce qu'ils en pensent



Michel Cavargini, 43 ans, cadre territorial, Cannes

« On a eu en face de nous quelqu'un qui répondait de façon claire. J'ai des affinités avec son approche de l'Europe, la maîtrise des frontières, la relance économique. Ce qui ne veut pas dire qu'il aura mon bulletin. »



Daniel Fassy, 69 ans, retraité et auteur, Le Cannet

« Je l'ai trouvé percutant, déterminé, et convaincant dans son discours. J'ai apprécié particulièrement son approche des problèmes européens, de l'immigration, du chômage, de l'éducation. »



Frédéric Freyri, 47 ans, assistant d'administrateur judiciaire, Roquebrune-Cap-Martin

« J'ai trouvé l'entretien très constructif. J'ai entendu des propos justes, clairs, je l'ai trouvé pragmatique. C'est un personnage politique qui n'a jamais été je pense corrompu. »

Débat télé : « L'élection volée »

Vous avez dénoncé fortement le fait de ne pas avoir été invité au premier débat sur TF1. Estimeriez-vous grave d'être privé du deuxième, le 20 avril ?

Ce n'est pas pour moi. C'est pour la démocratie. L'élection présidentielle est volée aux Français. La manipulation de certains candidats atteint des sommets. M. Mélenchon, M. Macron, M. Fillon, M^{me} Le Pen ne veulent surtout pas du débat, sous prétexte que ce serait trop près du scrutin. Mais si on ne discute pas avant l'élection, comment les Français vont-ils choisir ? On n'a jamais vu ça ! Si dans la Russie de Poutine il y avait cette situation, tous les éditorialistes diraient que la Russie est un pays dictatorial.